

Chronique d'une ONU en pleine métamorphose

Que trouve-t-on dans les coulisses de la 73^e AG de l'ONU? Des policiers, quelques dirigeants, Maggie De Block et la mère de Lady Gaga. Et surtout, des Chinois occupés à prendre possession des lieux.

VINCENT GEORIS
À NEW YORK

«Je lis 'Service Secret' en lettres capitales fluorescentes sur votre veste. Êtes-vous sûr d'être encore secret?» Le géant à la mâchoire carrée n'apprécie pas l'humour belge. *«Dégagez!»*, répond-il. Il fait partie des deux mille agents mobilisés cette semaine à New York pour assurer la sécurité des 130 chefs d'État ou de gouvernements présents dans la ville pour l'ouverture de l'AG des Nations unies. Armée, FBI, policiers, vedettes de police patrouillant inlassablement dans la lagune face au siège de l'ONU. Et surtout les fameux Services Secrets, cette unité chargée de la fraude financière et de la protection spéciale du président des États-Unis.

Ce contingent n'était pas de trop pour tenir à l'œil les 3.000 journalistes présents et, surtout, canaliser les manifestants venus accueillir Donald Trump lors de son arrivée mardi. *«Démissionne!»*, hurlaient la centaine d'activistes à l'arrivée de The Beast, le nouveau monstre blindé de sept tonnes servant de véhicule de fonc-

tion au président américain. Dévoilé la veille, ce fantasme sur roue, idéal pour protéger des manifestations, consomme plus de 63 litres au 100km. Non, Donald Trump ne sera pas sacré «champion de la Terre» comme fut intronisé le président français Emmanuel Macron à l'ONU, devant ses pairs.

Devant ses pairs, c'est beaucoup dire. En réalité, Trump et Macron étaient les deux seuls dirigeants de grandes puissances présents à New York pour cette 73^e assemblée générale. Le président russe Vladimir Poutine, l'Empereur Rouge Xi Jinping, le président indien Ram Nat Kovind et la chancelière allemande Angela Merkel, bref plus de la moitié du monde, étaient excusés. Le Conseil de sécurité était dégarni, et la petite pièce secrète à l'arrière resta vide. À peine 67% des États de la planète étaient représentés.

De nombreux dirigeants, une fois passés à la tribune pour y prononcer leur discours, repartirent chez eux. À l'exception des plus déterminés tels le Premier ministre belge Charles Michel et le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders, venus nouer des relations bilatérales parfois ultrasensibles. Ou en renouer lorsqu'elles ont été brouillées (lire ci-contre). Même la ministre de la Santé Maggie De Block était de la partie. On la vit entre autre en compagnie de Cynthia

Germanotta, la mère de Lady Gaga, lors d'une réception de charité de la star absente pour cause de tournage.

La valse de chefs d'États fut telle que, la semaine s'écoulant, les interventions étaient prononcées au mieux devant des ambassadeurs ou, le plus souvent, devant des porte-serviettes mandatés pour la cause.

Trump provoque l'hilarité

Qu'importe, Donald Trump a assuré le spectacle. Mardi, à la deuxième minute de son discours, l'assemblée est partie d'un rire irrépressible. *«En deux ans, mon administration a fait plus que toutes les administrations dans l'histoire de notre pays»*, a-t-il scandé. Sourires des dirigeants. *«Je ne m'attendais pas à cette réaction, mais ça va»*, a-t-il ajouté, vexé. Fous rires. Et le président de continuer à égrener ses succès devant une assemblée ébahie, si peu habituée à un tel défaut de modestie.

Depuis que Trump a déclaré des guerres commerciales, retiré son pays de l'accord sur le climat, du Pacte mondial sur les migrations et de l'accord nucléaire avec l'Iran, les États-Unis perdent en influence.

Le retrait institutionnel unilatéral sème le doute sur la fiabilité du président, d'autant qu'il fait place au langage de la menace. Si le dictateur coréen Kim Jong-un y est sensible, il n'est pas certain que le président ira-

nien ou le chinois Xi Jinping s'en laissent conter.

La Chine, nouvel acteur fort de l'ONU

Dans les coulisses de l'ONU, on le voit et on le dit, cette érosion des États-Unis profite à une nation: la Chine. Les délégués chinois s'affairent à tous les niveaux, multiplient les initiatives au point de devenir l'un des États les plus influents de la planète et à ravir le rôle des Américains. La Chine est d'ailleurs devenue le troisième contributeur de l'ONU. *«L'offensive chinoise dans la sphère onusienne ne poursuit pas que des desseins humanitaires. Pour Xi Jinping, il s'agit de contribuer à des normes qui lui profitent, par exemple sur le cyberspace»*, explique un diplomate. L'Europe profite, elle aussi, de ce vide laissé par les États-Unis. Preuve de ce changement d'ère, une réunion inédite tenue lundi à New York entre l'UE, la Chine, la Russie et l'Iran, présidée par la Haute représentante européenne Federica Mogherini, sur le nucléaire iranien.

Un nouvel «ordre mondial» émerge, celui de quelques grands États dotés de grandes métropoles et organisations, capables de coopérer entre eux, à la place d'un monde dont un seul pays, les États-Unis, fixerait l'agenda.

130 dirigeants

L'ouverture de la 73^e assemblée générale de l'ONU a attiré les dirigeants de 130 États sur les 193 que compte l'institution.

CONGO

CHARLES MICHEL ET JOSEPH KABILA JOUENT LA DÉSESCALADE

Le Premier ministre belge Charles Michel et le président de la RDC Joseph Kabila ont fait part de leur volonté de «normaliser les relations entre leurs deux pays», lors d'un long entretien bilatéral vendredi à New York en marge de l'assemblée générale des Nations unies.

«J'ai senti chez le président Kabila une volonté de désescalade dans les relations entre la Belgique et la RDC», dit Charles Michel après une rencontre d'une heure et demi avec Joseph Kabila dans un hôtel de Manhattan. *«Le fait que nous nous soyons rencontrés si longtemps signifie que nous allons tout mettre en œuvre pour y parvenir»*, ajoute le Premier ministre. Lors de la discussion, Joseph Kabila a confirmé l'organisation de l'élection présidentielle en décembre. Cette élection était prévue en décembre 2016, mais elle a été reportée à deux reprises, Kinshasa invoquant des difficultés dans l'organisation du scrutin.

Peu à peu, les relations entre la Belgique et la RDC se sont dégradées. Les coopérations militaire et économique se sont arrêtées, sans que les relations diplomatiques ne cessent réellement.

Suite aux représailles menées par le régime congolais contre les manifestations de l'opposition, la Belgique avait renoncé à l'octroi d'une aide de 25 millions d'euros à la RDC, redirigées vers les ONG du pays.

Lors de leur rencontre, les deux dirigeants ont évoqué la **réou-**

«Il y avait une volonté de part et d'autre de mieux nous comprendre.»

verture de la Maison Schengen. Cette représentation consulaire, commune à 17 pays de l'UE et à la Norvège, **administrée par la Belgique**, avait été fermée par les autorités congolaises suite à la décision de la Belgique de réorienter son aide à la RDC. La fermeture de la Maison Schengen avait entraîné l'impossibilité pour les Congolais **d'obtenir en RDC des visas pour l'espace Schengen.**

Le Premier ministre a toutefois refusé de répondre aux questions relatives à la tenue des élections en RDC. **«Je n'ai pas à exprimer de sentiments sur les élections**, dit-il, **nous allons être du côté de ceux qui ne jettent pas de l'huile sur le feu.»**

«Il y avait une volonté de part et d'autre de mieux nous comprendre et de réduire les malentendus, précise Charles Michel, **la Belgique va essayer d'apporter sa pierre à la stabilité au au développement de la RDC et de la région.»**

V.G.